

---

**Le socialisme chilien à « l'âge néolibéral » : adaptations, mutations et résistances**

---

Daniel Grimaldi

Doctorant en études politiques, Centre Raymond Aron, EHESS.

Le socialisme non communiste est constitué, dans sa diversité, de l'ensemble des courants de pensée et des organisations politiques qui établissent une critique du capitalisme et de la société qu'il façonne. Dans cette diversité, l'une des caractéristiques propres de la « famille » des partis socialistes occidentaux, est une certaine capacité d'adaptation aux cycles du capitalisme afin de proposer des alternatives viables électoralement pour diriger des gouvernements dans leurs respectifs pays. Historiquement, lorsque le système capitaliste est en crise, les socialistes ont pu être capables de se situer à l'avant-garde de la gauche pour conduire les changements sociaux. Lorsque le capitalisme se renforce, les socialistes présentent des positions modérées pour devenir des alternatives viables de gouvernement.

Or, les transformations des partis socialistes ne se produisent pas de manière « pacifique ». Chaque transformation ou virage, qu'il se fasse à gauche ou à droite, engage des ruptures et des contradictions internes qui parfois produisent des scissions. En effet, les partis socialistes vivent constamment en tension entre une vocation de transformation profonde de la société et une tendance à la modération et au gouvernement « possibiliste ». Les contradictions prennent différentes formes au travers de leur histoire et contextes particuliers: révolution/reforme, lutte armée/démocratie électorale, réforme/adaptation, etc.

La fin des gouvernements de la Concertation de Partis pour la Démocratie, appelée « Concertation », avec le dernier gouvernement de la socialiste Michelle Bachelet coïncide avec une forte crise au sein du Parti Socialiste du Chili. La crise du PS en 2009 n'est pas une crise électorale mais une crise de projet politique qui crée des divisions importantes au sein du parti de Salvador Allende. Si plusieurs dirigeants historiques du parti tels que Jorge Arrate, Carlos Ominami et le sénateur Alejandro Navarro choisissent de quitter le parti pour prendre des chemins différents, leur départ découle de motifs similaires : Le PS n'est plus « un parti de gauche ». Les limites de la « rénovation socialiste » de la fin des années 1980, considérée à l'époque comme un virage vers le centre, sont aujourd'hui largement dépassés conduisant ainsi le parti vers le camp de la droite. La complicité du parti avec un modèle économique et de société amorcée par la Concertation dans le cadre constitutionnel et économique établi sous la dictature constitue une source de tension à l'intérieur du parti. A « l'âge néolibéral », le PS chilien a choisi d'être un parti de gouvernement et de s'adapter aux conditions difficiles d'une démocratie restreinte, produit d'une transition à la démocratie incomplète et pleine de conditionnements autoritaires.

L'exercice du pouvoir entraîne pour les socialistes plus de problèmes internes que pour leurs partenaires de coalition comme la DC, le PPD et le PR. Dans ce travail, nous allons analyser les conflits et tensions au sein du PS pendant les années de gouvernement de la Concertation afin de comprendre la manière par laquelle ce parti assume les contradictions idéologiques d'être un parti de gouvernement.

## **I. L'échec de l'Unité Populaire et la rénovation socialiste**

Le gouvernement de l'Unité Populaire du président socialiste Salvador Allende prend fin avec le coup d'Etat mené par le général Augusto Pinochet, le 11 septembre 1973, et avec la mort d'Allende dans le Palais de la Moneda. La direction du Parti Socialiste s'exile, avec son Secrétaire général, Carlos Altamirano en RDA et tente de réorganiser le parti depuis l'étranger<sup>1</sup>. C'est à l'extérieur du pays que prend forme le renouvellement du socialisme, à partir de l'examen de l'expérience de l'Unité Populaire et grâce à une reconsidération de l'expérience social-démocrate au regard des régimes peu exemplaires des socialismes réels. Carlos Altamirano et d'autres dirigeants exilés (Jorge Arrate, Eric Schnake, José A. Viera Gallo, Ricardo Nuñez) étaient en faveur d'une reconsidération de la démocratie comme fin en soi, de l'abandon du marxisme-léninisme et des tentatives de lutte armée, ainsi que de la formation d'un front pluraliste avec les démocrates chrétiens et les partis de gauche pour négocier la sortie de Pinochet par une « rupture pactée ». D'autre part, la division du PSCH était accentuée par la position des dirigeants restés au Chili qui souhaitaient maintenir l'orientation marxiste léniniste du parti<sup>2</sup> et promouvoir la voie de l'insurrection contre le régime de Pinochet, en alliance avec le Parti Communiste, aspect problématique pour la faction des « rénovés » de l'étranger qui voulaient s'écarter complètement du communisme. Les positions d'Altamirano furent considérées par la direction du parti au Chili comme une trahison à la tradition marxiste du PSCH et un changement d'opinion inacceptable de la part de ce leader considéré comme l'un des instigateurs de la lutte armée pendant le gouvernement d'Allende.

Les divergences de visions idéologiques et stratégiques au sein du PSCH finissent par provoquer une scission lors du Congrès d'Alger<sup>3</sup> en 1978. Carlos Altamirano est expulsé du parti et c'est Clodomiro Almeyda qui prend la tête de l'organisation ramenant par la même occasion la direction du parti au Chili. Le PSCH est alors extrêmement atomisé et au moins dix groupes différents prétendent être les représentants du « vrai projet socialiste ».

Au cours des années 1980, au Chili, un autre groupe d'intellectuels<sup>4</sup> liés aux centres d'études tels que la FLACSO et à diverses ONG, mènent des discussions sur le renouvellement du socialisme sur le plan idéologique. Ils parviennent à établir des liens importants avec les groupes socialistes nationaux et avec la Démocratie Chrétienne.

---

<sup>1</sup> Durant son exil, Altamirano a eu un rapport privilégié avec la social-démocratie allemande, le PS français et le PSOE. Il a notamment participé au Congrès du PSOE à Suresnes aux côtés d'autres leaders de la social-démocratie internationale tels que Willy Brandt et Olof Palme pour soutenir la candidature de Felipe González.

<sup>2</sup> Adoptée lors du Congrès de Chillán en 1967.

<sup>3</sup> Alger constituait un lieu provisoire, le congrès réel a eu lieu à Leipzig.

<sup>4</sup> Parmi lesquels figurent, entre autres, Manuel Antonio Garretón, Tomás Moulian, Eugenio Tironi et José J. Brunner.

Suite à un attentat avorté contre Pinochet, l'opposition au régime décide d'abandonner définitivement la voie insurrectionnelle et accepte la décision du dictateur de convoquer un référendum en 1988, comme seule façon viable de vaincre le régime. Le référendum donne lieu à l'instauration d'une transition institutionnalisée sous la Constitution créée sous la dictature en 1980. Dans ce contexte, et après de nombreux efforts d'unification infructueux, le Parti Socialiste « rénové », dirigé par Ricardo Nuñez, successeur d'Altamirano, créé, avec ses alliés le Mouvement d'Action Populaire Unitaire et une partie de la Gauche chrétienne, un parti instrumental pour se présenter aux élections et coordonner l'action électorale contre Pinochet. C'est ainsi que naît, en 1987, le Parti pour la Démocratie (PPD), dirigé par le charismatique Ricardo Lagos. Le socialisme « rénové » et inscrit de façon instrumentale dans le PPD constitue, avec la Démocratie Chrétienne et le Parti Radical, une nouvelle coalition : la Concertation des Partis pour la Démocratie. Cette « Concertation » est créée pour affronter le référendum dont Pinochet sort vaincu et pour proposer une candidature unique à l'élection présidentielle de 1989 qui ramènera la démocratie au Chili. Le premier président de la transition sera alors le démocrate chrétien Patricio Aylwin.

En décembre de 1989 et face à son retour au pouvoir imminent, le parti socialiste rénové et la faction orthodoxe se réunifient, incluant à la fois les secteurs du MAPU et du MIR. Le parti socialiste est alors refondé, ses statuts internes sont changés et le parti intègre en son sein de nouveaux groupes exogènes à la culture socialiste.

## **II Le Parti Socialiste en démocratie**

Depuis le retour à la démocratie, le PS unifié en 1989 sous les thèses du secteur rénové, constitue l'un des piliers de la nouvelle alliance de gouvernement et le principal interlocuteur de la démocratie chrétienne avec le monde de la gauche, comme le souhaitait le nouveau président Patricio Aylwin<sup>5</sup>. Pendant le premier gouvernement démocratique, le PS obtient la direction de 5 ministères : Ricardo Lagos, Ministère de l'Éducation ; Enrique Correa, Ministre Porte Parole ; Carlos Ominami, Ministère d'Économie et de l'industrie ; Jaime Tohá, Commission National d'Énergie et Germán Correa, Ministère du Transport. Parmi les ministres socialistes, le secteur rénové fut le plus favorisé<sup>6</sup>. La figure la plus importante de la gauche de la Concertation fut sans doute Ricardo Lagos qui, en raison de sa double militance PS-PPD, obtient des adhésions croisées qui le placent à la fois comme un leader et un contrepoids face au pouvoir de la DC et comme le meilleur successeur à la présidence de la république.

L'union des socialistes en 1989 ne met pas fin aux divisions internes. Un mal être s'installe dans les secteurs de l'almeysisme depuis leurs mauvaises résultats électoraux face à la faction des rénovés qui impose ses thèses et qui, faisant partie des élites du gouvernement, s'accommode mieux à la politique de la transition. Lors de la première année de gouvernement d'Aylwin, la faction almeysiste dirige de fortes critiques envers le gouvernement de « transition » et le rôle des ministres socialistes.

Les critiques se développent en raison de la timidité de la politique des droits de l'homme et pour appuyer les revendications des victimes de la dictature. Elles visent également le refus par le gouvernement de rétablir à court terme les relations avec Cuba.

---

<sup>5</sup> Uno de los factores por los cuales el PS se unifica es por la condición de Aylwin de contar con un solo PS.

<sup>6</sup> Seulement deux ministres, J. Tohá et G. Correa étaient de la faction almeysiste et n'avaient pas un rôle politique au sein du cabinet. Voir. Ortiz, EL socialismo de Allende a Bachelet...op.cit., p. 371

D'autre part, une critique de la continuité de la politique économique du nouveau gouvernement par rapport au modèle instauré en dictature. Dans ce cadre, les ministres socialistes semblaient à l'égard des almeydistes des personnages éloignés de la tradition révolutionnaire du parti et plus proches des élites de la DC et complices de l'immobilisme économique du gouvernement d'Aylwin<sup>7</sup>. Camilo Escalona est pendant ces années, l'homme de l'almeydiste qui organise les critiques et se revendique comme le représentant des nases populaires du parti contre les élites rénovées.

L'opposition entre rénovés et orthodoxes n'était pas que politique, elle contenait une dimension culturelle importante qui séparait socialement ces deux groupes. Les premiers étaient identifiés avec un certain « snobisme socialiste » produit de leurs contacts avec le monde social-démocrate européen, de leur esthétique raffinée et porteurs d'une grammaire politique ou les mots « peuple », « révolution », « camarade », « gauche », n'étaient guère présents. D'autre part, les seconds revendiquaient la tradition politique du PS des années soixante, le marxisme (même le léninisme) et le recours au vieil imaginaire de la gauche de l'Unité Populaire, appelant aux bases du parti. Même si les différences politiques entre ces deux groupes pourraient être nuancées, cette séparation culturelle et la caricature de la rénovation socialiste contribuent à établir des barrières symboliques qui augmentent l'animosité entre les secteurs du socialisme.

Bien que cette différence culturelle entre les socialistes joue un rôle symbolique important pour expliquer les divisions, sur le plan politique il y avait aussi de bonnes raisons pour établir des séparations. D'un côté l'ouverture des espaces d'influence pour les nouveaux parlementaires et la possibilité de consolider un pouvoir au sein du parti et dans cette logique la concurrence s'installa aussi à l'intérieur des courants antagonistes. En effet, orthodoxes et rénovés ne forment pas des blocks solides et se regroupent autour des différents leaders qui dominent différents espaces d'influence implicitement concurrents. Ricardo Lagos, Jorge Arrate, Ricardo Nuñez, Isabel Allende du côté des rénovés avaient leurs propres groupes politiques et des ambitions propres, et du côté des orthodoxes Clodomiro Almeyda, Camilo Escalona, et des leaders jeunes tels que Germán Correa et Ricardo Solari agissaient aussi dans des logiques de concurrence.

En décembre 1990, un an après la victoire électorale de la Concertation et lors des premiers mois de gouvernement, les socialistes organisent une nouvelle élection interne, destinée à consolider leur unité, paradoxalement dans un climat divisionniste. Ils prétendent alors trancher des questions concernant les différences idéologiques ainsi que formaliser l'intégration des nouveaux dirigeants et militants issus du MIR, du PC et de la Gauche Chrétienne comme un signal fort d'unité des forces de la gauche dans le socialisme. Par ailleurs un point très important : il s'agit de trancher la situation entre le PS et le PPD qui était devenu un véritable problème organisationnel. Quel statut donner au PPD ? Un bras « citoyen » du PS, un courant interne ou définitivement un parti allié mais différent et par conséquence, concurrent ?

Si l'accord entre rénovés et orthodoxes du 27 de décembre de 1989 permet l'unification des socialistes pour sa participation dans la nouvelle alliance sous la direction du secteur

---

<sup>7</sup> Sur la politique économique du gouvernement de Patricio Aylwin voir: Ricardo Ffrench-Davis, *Entre el neoliberalismo y el crecimiento con equidad. Tres décadas de política económica en Chile*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2004, Chap. VI. Et notamment Hugo Fazio, *El programa abandonado. Balance económico social del gobierno de Aylwin*, Santiago, Lom, 1996.

renové, le Congrès d'Unité Socialiste Salvador Allende de novembre de 1990, implique un changement dans le rapport de forces à l'intérieur du parti. Bien que Jorge Arrate et Ricardo Nuñez et Clodomiro Almeyda arrivent à un accord pour partager la direction de l'organisation<sup>8</sup>, lors des élections qui déterminent le rapport des forces au sein du comité central on constate trois changements importants. D'abord, le renversement des relations de pouvoir entre courants internes. Le courant critique de la rénovation de Camilo Escalona obtient la première majorité et devient indépendant de l'almeydisme fondant la « Nouvelle gauche ». Par ailleurs, autres deux courants issus de l'almeydisme émergent, le « Tercerisme » et le courant Générationnelle. Par ailleurs l'accord entre J. Arrate et R. Nuñez permet l'émergence plus tard de la « Mégatendance » unificatrice des deux groupes dominants de la rénovation. Finalement la défaite interne de la liste de Ricardo Lagos et vue la majorité des secteurs critiques de la rénovation sous l'égide de Camilo Escalona, un groupe de dirigeants du PPD opte pour son Indépendance et pour quitter le PS. Dans les résolutions du congrès s'établit une période de deux ans pour que les membres du PS qui adhèrent à la fois au PPD optent définitivement pour l'un des deux partis.

Ainsi, à la fin de 1990 le PS refondée est un parti recomposé, qui rassemble deux groupes de la rénovation et des secteurs orthodoxes, plus des nouveaux groupes provenant de partis différents MAPU, MIR, PC, IC. Même si la déclaration de Principes ne souffre pas des grandes changements par rapport à 1989, sociologiquement, le Parti Socialiste entre 1989 et 1990 est déjà un autre parti pénétré par des secteurs et des traditions politiques exogènes à l'histoire du parti notamment en raison de l'influence des courants chrétiens du socialisme apportés par l'IC et le MAPU.

Tout au long du gouvernement de Patricio Aylwin les socialistes continuent leurs discussions internes sur la contradiction entre être un parti populaire fidèle à sa trajectoire ou privilégier les relations de stabilité dans la Concertation. La tension est aussi encouragée par le succès électoral du PPD qui dans les élections municipales de 1992 obtient 11,8% des voix face au 10,48% du PS. Néanmoins, les animosités entre le PS et le PPD furent calmées face à la nécessité de placer à Ricardo Lagos comme successeur de Patricio Aylwin. Les élections primaires de la Concertation, célébrées en mai 1993, sont remportées largement par le démocrate chrétien Eduardo Frei Ruiz-Tagle avec définition du candidat de la gauche pour la succession de P. Aylwin. 60,78% contre 39,22%. Puis pour l'élection présidentielle de décembre de la même année la Concertation obtient en premier tour 57% des voix.

L'élection parlementaire de 1993 consacre l'indépendance électorale du PPD et son égalité face au PS chaque parti obtient près de 11% des voix. En 1994 les principaux dirigeants du PS intègrent le cabinet d'Eduardo Frei. Germán Correa qui occupait le secrétariat général du parti depuis 1993 est nommé Ministre de l'Intérieur, Jorge Arrate est nommé Ministre du Travail, José Miguel Insulza Ministre d'Affaires Étrangères, Luis Maira, Ministre de Planification. Ainsi, avec les leaders du Tercerisme et de la rénovation dans le pouvoir, Camilo Escalona fait valoir sa place et réclame le secrétariat Général du parti plaçant à la « Nouvelle Gauche » à la tête du Parti. Pendant le Gouvernement d'Eduardo Frei le PS participe au sein du gouvernement mais les

---

<sup>8</sup> Pour éviter une concurrence qui pourrait menacer l'unité J. Arrate et R. Nuñez partagent la secrétaire générale divisée dans deux périodes : J. Arrate entre 1990 et 1991 et R. Nuñez entre 1991-1992. Par ailleurs, Clodomiro Almeyda obtient la présidence honorifique du parti, un poste sans pouvoir politique exécutif.

hommes mieux placés dans des postes politiques étaient des secteurs de la rénovation, du PS et du PPD<sup>9</sup>.

Les critiques à la politique économique de la Concertation de la part des secteurs plus à gauche du PS n'est pas attendue par leurs partis associés. L'équipe économique d'Eduardo Frei fut composée par des économistes caractérisés par leur libéralisme économique<sup>10</sup> et l'application des politiques du Consensus de Washington. Le gouvernement d'Eduardo Frei dirige une forte expansion économique par le biais de privatisations de l'investissement en infrastructure et de l'ouverture commerciale. Néanmoins, en raison des effets de la « Crise asiatique » de 1998, les bons résultats de l'économie chilienne avec des taux de croissance proches du 7% reculent à 3% face à laquelle le gouvernement applique des politiques restrictives qu'impactent sur l'emploi dont le taux de chômage atteint à 10% en 1999. Le malheur social en raison de la crise économique est renforcé par des rapports internationaux sur la qualité de vie et la satisfaction des chiliens face au modèle de développement. Le rapport du Développement Humain du PNUD de 1998 qui montrait les défaillances du modèle économique quant aux inégalités et à la manque de cohésion sociale, ouvre l'opportunité pour exprimer de façon plus ouverte les différences entre les partenaires de la Concertation, qui engage un conflit qui s'avère particulièrement fort au sein du PS<sup>11</sup>.

### **Auto-complaisent v/s auto-flagellants**

La tension entre les secteurs du socialisme rénové et du socialisme « critique » pour ne pas le circonscire uniquement à « l'almeidisme » qu'à l'époque n'existait plus, atteint son faite vers milieu de 1998 face au défi d'établir un gouvernement de succession de la Concertation capable de surmonter les contraintes de la transition et corriger de manière importante le modèle économique dit « néolibérale ». Le PS et une bonne partie aussi du PPD se divisent entre des groupes identifiés comme des « auto-complaisantes » et des « auto-flagellants », une nouvelle nomenclature politico-médiatique pour designer la confrontation entre les secteurs modérés et pragmatiques de la concertation et les secteurs plus critiques et à gauche. La dispute s'avère particulièrement virulente au sein du PS dont la sortie des manifestes et des documents de discussion<sup>12</sup> de la part des représentants de ce deux visions annonçait un période de

---

<sup>9</sup> Germán Correa, leader du « tercerisme » quite son poste de ministre de l'intérieur en septembre de 1994 en raison des mauvaises relations avec les autres ministres de la DC.

<sup>10</sup> Notamment Eduardo Aninat (DC) Ministre de Finances, Joaquín Vial (DC) Directeur du Budget et Álvaro García (PPD) Ministre de l'industrie.

<sup>11</sup> Jorge Arrate et Eduardo Rojas, Memoria de la Izquierda Chilena...op. cit. Santiago, 2003, Chap. 9, p. 325.

<sup>12</sup> Deux documents méritent particulièrement l'attention: De la part des secteurs « auto-complaisantes » le manifeste "*Renovar la Concertación. La Fuerza de Nuestras Ideas*" signé par des ministres tels que Soledad Alvear (DC), José Miguel Insulza (PS) y José Joaquín Brunner (PPD), par les députés Victor Barrueto (PPD), María Antonieta Saa (PPD) et José Antonio Viera-Gallo. Il y avait aussi des hommes d'affaires tels qu'Oscar Guillero Garretón (PS) et Máximo Pacheco (proche du PPD), des intellectuels tels que Eugenio Tironi (PPD) et Antonio Cortés Terzi (PS). D'autre coté de la part des « auto-flagellants » le manifeste "*La Gente tiene Razón. Reflexiones sobre las responsabilidades de la Concertación en los tiempos presentes*", les signants étaient principalement des leaders et des intellectuels du PS les députés Jaime Gazmuri, Carlos Montes, Juan P. Letelier, Isabel Allende, Juan Bustos, Jaime Estévez, Carlos Ominami et Ricardo Núñez. Signaient aussi des intellectuels tels que Manuel Antonio Garretón, Faride Zerán, Sergio Micco de la DC et le dirigeant du syndicat des fonctionnaires Raúl De la Puente.

confrontation d'idées jamais vue depuis le retour à la démocratie. La situation n'était pas confortable pour le leader de la gauche de la Concertation Ricardo Lagos qui se présentait comme la meilleure option pour succéder à Eduardo Frei et devenir le premier Président de la République « socialiste » lors de Salvador Allende. Cela représenté un défi pour présenter l'idée d'un socialisme éloigné des stigmates de l'Unité Populaire socialisme comme la transformation social et la responsabilité, l'équilibre et le respect à l'institutionnalité et notamment à l'institutionnalité économique. Ricardo Lagos ne fait pas parti de la discussion et se situe stratégiquement plutôt comme une figure de conciliation entre les deux positions.

### **Le facteur Pinochet**

L'événement impensée qui s'avère le plus importante en matière politique pendant la période de la transition est l'arrestation d'Augusto Pinochet à Londres le 16 octobre 1998 en raison du procès mené par le Juge Baltazar Garzón. L'événement comporte un vrai problème pour le gouvernement car A. Pinochet voyageait en qualité de sénateur avec un passeport diplomatique et par conséquent méritait légalement une défense de la part du gouvernement. Plus problématique encore la tâche pour le ministre d'affaires Étrangères socialiste José Miguel Insulza, contre lequel s'adressent la plus part des critiques de la part de la gauche pour son rôle de « salvateur de Pinochet ». Les actions de la diplomatie chilienne s'adressent au gouvernement Anglais pour trouver une sortie évitant amener à Pinochet à la justice espagnole. La sortie d'octroyer au dictateur la liberté par des raisons humanitaires livre à Pinochet de la justice espagnole et au gouvernement de Chili de une situation embarrassante face à la possibilité qu'un gouvernement étranger juge à un sénateur. Le respecte de la loi internationale en matière de droits de l'homme n'était pas le désir du gouvernement mais la possibilité d'éviter d'apparaître comme un pays juridiquement « intervenu » par des pays d'Europe<sup>13</sup>.

L'arrestation de Pinochet à Londres met au PS dans une sérieuse division interne. D'une part les socialistes qui participaient du gouvernement, principalement de la « Mega tendance » et d'autre part la direction du parti sous l'égide de Camilo Escalona. Les premiers défendaient l'argument de faire respecter la « souveraineté du Chili » et plaider pour que Pinochet réponde plutôt face à la justice chilienne. D'autre part, la direction du PS et un groupe de députés s'opposent à la stratégie du gouvernement considéraient plus importante de faire valoir la justice internationale et faire payer au dictateur malgré les conséquences pour l'image du pays à l'international. Comme réaction à la stratégie diplomatique menée par le gouvernement, 11 députés socialistes<sup>14</sup> envoient une lettre au Ministre de l'Intérieur britannique Jack Straw pour lui assurer que au Chili il n'avait pas les conditions pour juger à Pinochet et appuyant la demande du juge Baltazar Garzón. J-M Insulza, Jorge Arrate ainsi que Ricardo Lagos considéraient une erreur la lettre et la position du parti. La contradiction à l'intérieur du PS était tellement forte que, selon le Secrétaire Générale en 1998, Ricardo Núñez, le PS

---

<sup>13</sup> Pendant une conférence face aux médias internationaux le J-M Insulza réagit violemment face au soupçonne de complicité avec Pinochet de la part d'un journaliste du journal allemand Die Zeit « je ne sais pas de quel pays venez vous, mais ...

<sup>14</sup> Deputés signant la lettre: Isabel Allende, Juan Pablo Letelier, Jaime Naranjo, Sergio Aguiló, Carlos Montes, Fanny Pollarolo, Juan Bustos, Pedro Muñoz, Felipe Valenzuela, Francisco Encina, Alejandro Navarro. Pour voir la lettre sur le net: [http://www.socialismo-chileno.org/PS/index2.php?option=com\\_content&do\\_pdf=1&id=797](http://www.socialismo-chileno.org/PS/index2.php?option=com_content&do_pdf=1&id=797)

était prêt à abandonner le gouvernement<sup>15</sup>. Finalement, la sortie à la crise appelant à des raisons humanitaires - la santé du dictateur- et ne pas pour des raisons de souveraineté est le compromis que le PS accepte pour maintenir son soutien au gouvernement et avec cela maintenir en haut les possibilités pour la candidature de Ricardo Lagos. En effet, c'est le pragmatisme pour défendre les possibilités d'une candidature présidentielle ce qui contrôle les impulsions séparatistes du PS contre les arguments moraux critiques de la défense du dictateur mené par le gouvernement et spécialement par un homme du socialisme José Miguel Insulza<sup>16</sup>.

Depuis la séparation du PPD du PS dans le Congrès d'Unité Salvador Allende en 1990 en raison de la prédominance des secteurs orthodoxes almeydistes au sein du PS, l'idée d'arriver un jour à la création d'un seul grand parti social-démocrate par le biais de la fusion des deux partis circulait constamment comme un projet que seulement Ricardo Lagos pourrait mener. Néanmoins, dès l'arrivée de Camilo Escalona à la direction du PS la question de la fusion ne fut guère proclamée au sein du PS. En effet pour Camilo Escalona le PPD représentait une autre culture et un autre espace social différent du socialisme<sup>17</sup>. Cette considération entraîne des difficultés pour la coordination électorale entre les deux partis pour éviter la concurrence et le PS fut clairement le perdant et Camilo Escalona quitte la direction du parti. La nouvelle gauche se divise et émerge une nouvelle courante interne « Collectif d'Identité Socialiste »<sup>18</sup> qui malgré sa critique des oligarchies du parti arrive à un accord avec le tercerisme et la rénovation socialiste pour intégrer la direction du parti qui désormais est sous l'égide de Ricardo Núñez.

#### « Socialistes comme Lagos »... ?

Par le biais d'une élection primaire entre le candidat de la DC Andrés Zaldívar et Ricardo Lagos pour le PS-PPD-PR, ce dernier est élu candidat présidentiel de la Concertation dans une ambiance de forte confrontation entre socialistes et démocrate chrétiens. La situation n'était pas facile pour la Concertation au sein de l'élection de 1999 : le gouvernement d'Eduardo Frei avait une très mauvaise cote de popularité, à savoir proche de 28%, la crise économique annonçait un période de contraction de l'économie et « l'affaire Pinochet » avait dégradé fortement l'image de la Concertation dans les secteurs de la gauche. La Concertation montrait déjà des signes sévères désunion, la querelle entre les « auto-flagellants » et les « auto-complaisants » menaçait d'imposer comme un obstacle pour le prochain gouvernement. Par ailleurs, la droite pinochetiste vivait un période d'expansion avec la montée électorale de l'UDI et sa figure Joaquín Lavín<sup>19</sup>. La campagne de Ricardo Lagos s'est construit au pure style des

<sup>15</sup> Edison Ortiz, *El Socialismo Chileno de Allende a Bachelet...* op.cit, p.435.

<sup>16</sup> José Miguel Insulza n'était pas un dirigeant « historique » du PS, il venait en fait du MAPU qui rentre au PS en 1989.

<sup>17</sup> Voir Daniel Grimaldi "De partido transitorio a partido permanente: el PPD más allá de los mitos" en *Revista de Sociología, Santiago du Chili*, 2011. N° 25, pp.75-112

<sup>18</sup> "Le collectif d'identité socialiste" émerge dans le Congrès de Concepción en 1998 comme une réponse de la part des dirigeants de base du PS et des secteurs critiques de la direction de Camilo Escalona aussi que de la rénovation. Les principaux leaders de cette nouvelle courante étaient le maire de la commune populaire d'El Bosque, Sadi Melo, le maire de la commune de San Miguel Julio Palestro et l'avocate de droit de l'homme Pamela Pereira.

<sup>19</sup> Pour une analyse de l'implantation de l'UDI dans les électeurs de centre et dans les secteurs populaires voir : Alfredo Joignant et Patricio Navia, "De la política de individuos a los hombres del partido. Socialización, competencia política y penetración electoral de la UDI (1989-2001)", en *Estudios Públicos, N°89*, Verano 2003, pp.129-171.

socio-démocrate européens et lui-même cherchait se rapprocher de ces modèles de leadership, Felipe González, Tony Blair les deux figures représentants par excellence du renouveau du socialisme des derniers vingt ans. Son slogan de campagne était « Croissance et égalité »<sup>20</sup> une formule annonçant la compatibilité d'une économie de marché, intégrée à la globalisation et à la correction des imperfections du marché renforçant le rôle de l'État et la sécurité sociale : Une sorte de « troisième voie » de l'Amérique Latine.

Dans des conditions adverses, Ricardo Lagos est pratiquement en égalité de voix avec le candidat de la droite Joaquín Lavín dans le premier tour 47,96% contre 47,51% respectivement. Finalement R. Lagos s'impose en ballottage en janvier de 2000 par 51,56% contre 48,69% de J. Lavín<sup>21</sup>. Le triomphe de Ricardo Lagos ouvre pour le PS la possibilité d'avoir un rôle plus importante dans le gouvernement et les différences entre rénové et orthodoxes, entre auto-flagellants et auto-complaisantes est rapportée de façon indéfinie grâce à la victoire de janvier 2000. Ricardo Lagos lui-même durant et après la campagne électorale avait signalé la nécessité de ne pas conduire un processus de débat critique au sein de la Concertation pendant dans ce période. Selon certains membres du PS comme l'ex sénateur Carlos Ominami, Ricardo Lagos avait contribué à « étouffer le débat » pour privilégier la gouvernabilité dans la coalition<sup>22</sup>. Certes, la victoire de Ricardo Lagos, idéologiquement parlant, était la victoire des socialistes rénovés et notamment du PPD, mais cela fut aussi capitalisé et mit en avant pour le Parti Socialiste. L'image de Ricardo Lagos était la seule capable d'unifier au monde socialiste de façon transversale, au moins de manière transitoire face au défi de constituer un gouvernement. Le cabinet de Ricardo Lagos fut intégré par 6 ministres socialistes: José Miguel Insulza Ministère de l'Interieur ; Osvaldo Puccio, Ministre Porteparole, Michelle Bachelet Ministre de Santé puis de la Défense, Jaime Campos Ministère d'Agriculture, Carlos Cruz puis Jaime Estévez dans le Ministère de Batiment, Ricardo Solari Ministère du Travail. Les postes de connotation plus politique furent attribuées aux représentants de la rénovation et du tercerisme, la seule représentante de la Nouvelle Gauche fut Michelle Bachelet que à l'époque n'avait pas un profil de leader du PS.

La presse internationale reçoit la victoire de Ricardo Lagos comme la victoire d'une nouvelle gauche en Amérique Latine, avec un leader proche de la troisième voie. En juin de la même année Anthony Giddens, père intellectuel de la troisième voie anglaise, se rend au Chili et rencontre le nouveau président chilien. L'intellectuel n'hésite pas à attribuer à Ricardo Lagos la condition d'un leader légitime de la troisième voie<sup>23</sup>, le camp choisi par Ricardo Lagos dans l'espace de la gauche fut consacré et accepté par le menteur lui-même.

Pour les élections municipales de 2000 la direction du PS avec Ricardo Núñez profitant de l'approbation du nouveau président lança sa campagne sous le slogan « *Socialistes comme Lagos* », aspect que n'était pas exempté de polémique. Imposer la

---

<sup>20</sup> « Crecer con Igualdad »

<sup>21</sup> Le soutien tiède du Parti Communiste à Ricardo Lagos pour le ballottage fut déterminant pour sa victoire, une partie importante du 3,19% des voix

<sup>22</sup> Carlos Ominami, *El debate silenciado*, Santiago, Lom, 2009.

<sup>23</sup> Voir: El diario nacional EL Mercurio examina la visita del intelectual británico a Chile en junio del 2000. <http://diario.elmercurio.com/detalle/index.asp?id={6738b024-e61a-4bb5-aa16-568bdc996832}> voir aussi les apreciaciones d'Anthony Giddnes sur Ricardo Lagos dans <http://diario.elmercurio.com/detalle/index.asp?id={ae9f9d9a-88df-47f3-aa3a-9c15f017d1c2}>

figure de R. Lagos sur celle de Salvador Allende était considéré par les secteurs plus à gauche du PS presque comme une insulte et une stratégie opportuniste qui ne contribuait pas à renforcer l'identité du parti. Dans la corrélation de forces internes du PS les « socialistes comme Lagos » étaient des « socialistes de droite » mais des socialistes en fin de comptes<sup>24</sup>. Pendant la présidence de Ricardo Lagos la question de la fusion entre le PS et le PPD émerge à nouveau mais cela ne représente que le désir du « laguisme »<sup>25</sup>, leurs collaborateurs le plus proches et les dirigeants de la rénovation du PS adeptes de la social-démocratie qui n'étaient pas représentatifs de la plus part du PS ni du PPD. En vrai, les socialistes du PS n'étaient pas dans sa majorité comme Ricardo Lagos ni les dirigeants du PPD n'étaient pas des « socialistes » comme pour créer les conditions pour une fusion et renoncer à leurs niches de pouvoir personnels.

### **Renforcement de la économie et fin de la transition à la démocratie?**

Les promesses redistributives du programme de Ricardo Lagos se confrontent à une réalité économique adverse en raison de la contraction de l'économie chilienne sous les effets de la crise asiatique de 1998. En lieu d'avancer pour trouver une alternative au Consensus de Washington comme il l'avait préconisé en 1999 pendant la campagne présidentielle, la politique économique de son gouvernement, soit par conviction ou pour nécessité, fut la continuation de la politique économique des gouvernements précédents<sup>26</sup>. Les autorités économiques nommés par le nouveau président étaient loin des visions alternatives de l'économie, tant Nicolás Eyzaguirre (PPD) dans le ministère de Finances ainsi que Vittorio Corbo en tant que président de la Banque Centrale assuraient aux entrepreneurs que l'orthodoxie économique ne serait pas altéré avec des mesures redistributives. Privatisations, dérégulation du marché de capitaux, ouverture commerciale par le biais des accords commerciaux avec les EE.UU. et l'Union Européenne. Ricardo Lagos au contraire des pronostiques du début de sa campagne, notamment de la part de la droite, fut le président que meilleures relations eu avec les entrepreneurs, par contre les syndicats ont très peu à lui remercier. Une modeste, mais significative réforme des impôts à la exploitation minière (royalty) fut négocié avec la droite, ainsi que la mise en place d'un système d'assurance de chômage administré par le système privée de prévision de retraite. Par ailleurs, en matière de politique sociale figurent notamment une réforme à la santé publique, Plan Auge qui augmente la couverture des soins dans le secteur publique et les réformes à l'éducation scolaire et universitaire.

En matière économique le gouvernement de Ricardo Lagos n'a pas représenté un changement important quant au modèle économique, le pays récupère les niveaux de croissance et d'emploi mais en matière de distribution des revenus la situation n'améliorent pas. Par contre en matière des droits de l'homme et des libertés publiques son gouvernement avance de manière importante. En 2004 est rendu le Rapport Valech qui rende compte de la torture systématique de la part des organismes de répression de la dictature de Pinochet et se créent politiques de réparation économique pour les

---

<sup>24</sup> Pour les positions critiques des basses du Parti Socialiste voir: « Manifiesto Socialista : carta de los Socialistas de Izquierda a la Militancia », Santiago, septembre 2009. Disponible sur le net: [http://www.socialismo-chileno.org/PS/index.php?option=com\\_content&task=view&id=739&Itemid=90](http://www.socialismo-chileno.org/PS/index.php?option=com_content&task=view&id=739&Itemid=90)

<sup>25</sup> Les figures les plus représentatives du laguisme sont au sein du PPD: Sergio Bitar, Ricardo Lagos Weber, Carolina Tohá et Francisco Vidal au sein du PS Ricardo Nuñez, José Miguel Insulza, Osvaldo Puccio et Jaime Estévez.

<sup>26</sup> Pour une analyse en détail de la politique économique du gouvernement de Ricardo Lagos voir : Hugo Fazio, Lagos : El presidente « progresista » de la Concertación, Santiago, LOM, 2006.

victimes. Une importante réforme au système d'administration de justice est également mise en place pendant son gouvernement.

Par ailleurs, en matière de libertés individuelles se promulgue une loi de divorce ainsi que la fin à la censure audiovisuelle. En matière constitutionnelle s'achève négociée une réforme à la Constitution de 1980 visant à éliminer des « enclaves autoritaires » : s'élimine la figure des sénateurs désignés et à vie, se restitue la prérogative présidentielle pour remuer des chefs des forces armées, se modifie le rôle du Conseil de Sécurité National. La réforme enlève la signature d'Augusto Pinochet de la Constitution qui est remplacée par celle de Ricardo Lagos qui déclare la fin de la transition à la démocratie:

*« Il y a quinze ans que les gouvernements démocratiques ont commencé et maintenant nous pouvons dire que la transition au Chili est conclue »<sup>27</sup>*

### **La fin des « notables » de la Concertation**

Le gouvernement de Ricardo Lagos permet l'émergence d'un nouveau phénomène dans la politique chilienne, c'est l'entrée des femmes comme candidates à la présidence de la république. Michelle Bachelet du PS et Soledad Alvear de la DC s'imposent comme les figures de la Concertation ayant plus de possibilités d'arriver à la tête du gouvernement. Face aux sondages qui donnaient une ample préférence à Michelle Bachelet, la candidate de la DC lui cède la place évitant ainsi les élections primaires. L'arrivée de Michelle Bachelet sur la scène politique représente un changement important dans la Concertation : par première fois un candidat qui n'a pas été chef du parti et non plus leader d'une courante politique est désigné candidate à la présidence. Le leadership de Michelle Bachelet est difficile de classer dans les codes traditionnels de la politique chilienne, et le signe de l'avènement de un cycle dont « les hommes de parti » peuvent être remplacés par des figures qui émergent grâce à l'évaluation du public malgré sa manque de pouvoir à l'intérieur de leurs partis. Michelle Bachelet remporte l'élection présidentielle dans le ballottage de janvier 2006 avec 53,5% des voix contre 46,5% du candidat de la droite Sébastien Piñera. Le triomphe de Michelle Bachelet, amène une femme et une socialiste venue des secteurs plus critiques vers la politique de la concertation. M. Bachelet militait dans la courante Nouvelle Gauche sous l'égide de Camilo Escalona qui devient son lieu tenant au sein du PS et l'articulateur des opérations politiques du gouvernement au sein des partis de la Concertation.

### **Les divisions du Parti Socialiste et l'élection du successeur de Bachelet**

Depuis la fin du gouvernement du démocrate chrétien Eduardo Frei Ruiz-Tagle et l'accession au pouvoir du président socialiste Ricardo Lagos, le débat entre les détracteurs et les partisans de la politique et du modèle économique de la transition, n'a jamais été conduit à son terme au sein de la Coalition. Certains ont ainsi pu parler d'un « débat étouffé »<sup>28</sup> au prétexte de l'urgence d'assurer la stabilité et la continuité dans le gouvernement. Ainsi, les divisions commencent-elles à se manifester plutôt à l'intérieur de chaque parti sous différentes formes. On assiste à un débat plus programmatique qu'idéologique, souvent cristallisé autour de personnalités opportunistes qui profitent de ces divisions pour créer leurs propres sous-clivages partisans. Mais ces divisions, par le

<sup>27</sup> Déclaration de Ricardo Lagos le 14 juin 2005.

<sup>28</sup> Ominami, Carlos, *El Debate Silenciado*, Lom, Santiago, 2009.

biais de personnalisations ou sur la base de différences idéologiques, ont revêtu une importance majeure au sein du Parti Socialiste, en le menant jusqu'à la scission.

En effet, pendant le mandat de Michelle Bachelet et sous la direction de Camilo Escalona, le Parti Socialiste, subit des divisions importantes qui engendrent la création de nouveaux courants internes. À posteriori, ces scissions sont devenues aujourd'hui trois nouveaux petits partis politiques: le «Movimiento Amplio Social» (MAS), le «Partido de Izquierda» (PAIZ), et le «Partido Progresista» PRO.

En 2006, le courant socialiste interne «Mega Tendencia» qui regroupe de nombreux secteurs révisionnistes, devenus sociaux-démocrates pendant la dictature, puis libéraux en démocratie, se divise autour de la question du soutien à Camilo Escalona en tant que président du parti. Ce dernier provient en effet du courant «Nueva Izquierda» issu des secteurs opposés au révisionnisme et plus radicaux quant au retour de la démocratie sous l'appellation «almeydismo<sup>29</sup>». Courant dans laquelle militait Michelle Bachelet avant d'être élue. Depuis la période de démocratie, les positions de la «Nueva Izquierda» se font de moins en moins radicales et deviennent idéologiquement peu différenciables des autres tendances dominantes du PS<sup>30</sup>.

La députée Isabel Allende<sup>31</sup>, appartenant à la Mega Tendencia forme ainsi une liste concurrente de celle d'Escalona. Si elle ne peut remporter l'élection interne, elle obtient un nombre de voix important et fonde un nouveau courant appelé «Grandes Alamedas» qui regroupe les secteurs opposés à Escalona issus de Mega Tendencia et d'autres courants. Parmi les adhérents de cette nouvelle faction se trouve l'ex Secrétaire Général du PS, Jorge Arrate, l'un des fondateurs de Mega Tendencia et le jeune député Marco Enriquez-Ominami, considéré comme appartenant au groupe des parlementaires «indociles» de la Concertation<sup>32</sup>.

Une deuxième division a eu lieu en mars 2008 à l'occasion du XXVIIIe Congrès du PS. Le sénateur Alejandro Navarro qui appartient au courant *Terceirista*, sorte de troisième voie entre la *Mega Tendencia* et la *Nueva Izquierda*, fonde alors un nouveau courant de gauche d'orientation anti-néolibéral qu'il nomme *Movimiento Amplio Social*. Malgré l'existence d'opinions très à gauche dans le parti, A. Navarro ne comptera pas parmi les personnages les plus influents, sa faction demeure assez marginale et très liée à sa personne. En novembre 2008, Alejandro Navarro renonce au Parti Socialiste et appelle à la création d'un nouveau parti, le MAS, pour rejoindre les forces politiques de gauche hors de la Concertation. Il compte, en outre, avec le soutien international du gouvernement d'Hugo Chavez au Venezuela.

---

<sup>29</sup> A cause du nom de son leader Clodomiro Almeyda

<sup>30</sup> Gamboa et Salcedo remarquent que le factionnalisme au sein du PS est une caractéristique permanente depuis sa fondation. A partir des années post dictature, l'émergence est conditionnée en partie par le système binominal et la génération de groupes pour la définition de candidats. Voir: Gamboa, Ricardo et Salcedo, Rodrigo, « El factionalismo en el Partido Socialista de Chile (1990-2006): características y efectos políticos en sus procesos de toma de decisión », Revista de Ciencia Política vol. 29 n°3, 2009, pp. 667-692.

<sup>31</sup> Fille de l'Ex Président socialiste Salvador Allende en 1970.

<sup>32</sup> A partir de ces divisions autour la Concertation, un groupe de parlementaires labélisés comme «los díscolos » (les indociles)réussissent à se mettre en valeur par la mise sous condition de leurs vote a certains projets de loi de la Concertation et l'imposition de sujet de discussion au Congrès, qui divisent la coalition, notamment de sujet comme l'avortement, et le mariage homosexuel, entre autres.

Le second personnage important à quitter le Parti Socialiste en janvier 2009, est Jorge Arrate. Depuis 2007, ce dernier travaille à la constitution d'un projet de gauche au sein du PS, afin de collaborer avec les forces de la gauche représentées parties prenantes du pacte *Ensemble nous Pouvons* qui rassemble le Parti Communiste, le Parti Humaniste et d'autres mouvements politiques, jusque là exclus du Congrès en raison du système électoral<sup>33</sup>. Le poids du départ d'Arrate, est lié à son rôle historique en tant que meneur de la rénovation socialiste, via les thèses de l'eurocommunisme et de la sociale démocratie. Son éloignement du parti revêt une valeur symbolique capitale, qui illustre l'importance de la crise du PS. Ainsi, Jorge Arrate se met à la disposition des forces politiques à la gauche du PS pour les représenter lors d'une élection présidentielle. Un groupe de militants socialistes, composé notamment des jeunes partisans d'Arrate, fondent alors un nouveau parti: le «Partido de Izquierda» (PAIZ) afin de le soutenir<sup>34</sup>.

Ces multiples divisions ont montré le manque de cohésion que portait en lui le PS depuis plusieurs années, divisions qui vont crescendo sous la direction de C. Escalona. Bien qu'ayant sans doute conscience que la situation du Parti Socialiste était assez mauvaise, Michelle Bachelet n'est pas intervenue, laissant tout le contrôle des négociations aux mains d'Escalona. Le pire n'est cependant pas encore arrivé pour le Parti Socialiste.

Les candidats potentiels, susceptibles de succéder à M.Bachelet ne proviennent pas du gouvernement et les noms de la Concertation qui circulent sont ceux de Ricardo Lagos (PS-PPD), Soledad Alvear (DC), José Miguel Insulza<sup>35</sup> (PS) et Eduardo Frei Ruiz-Tagle (DC). Autrement dit, des figures assez connues, mais qui ne représentent rien de nouveau pour les électeurs. La stature politique de candidats tels que Lagos, Insulza et Frei conduit d'ailleurs à ce que le dispositif d'une élection primaire ouverte en vue de choisir le candidat ne soit pas accepté par tous. Lagos et Insulza, en particulier refusent ainsi d'entrer en concurrence et d'entrer dans une bataille fratricide. Le seul ayant accepté un tel mécanisme est Eduardo Frei.

Bien qu'il ait été le président du Chili issu de la Concertation le moins populaire, il termine son mandat avec 28% de cote de popularité en 1998 en devenant sénateur, Frei avait réussi à faire évoluer son image, en imposant celle d'un homme toujours présent dans l'arène politique, plus dynamique et progressiste qu'à l'époque de sa présidence<sup>36</sup>. Bien évidemment, il n'a alors rien à perdre dans le cadre d'une élection primaire. La candidature de Frei tombe également à point pour résoudre le problème des relations avec la démocratie chrétienne qui n'accepterait pas si facilement un troisième candidat

---

<sup>33</sup> Il faut souligner le rôle important joué par M. Bachelet dans l'inclusion des acteurs politiques à gauche. Pour la première fois pendant les gouvernements de la Concertation le Parti Communiste fut reçu au Palais du Gouvernement comme les autres partis, et fut également invité à participer aux délégations présidentielles pendant les voyages à l'étranger de la Présidente. Ce geste sans doute a contribué à un rapprochement entre la Concertation et le Parti Communiste pendant la campagne présidentielle et parlementaire 2009-2010.

<sup>34</sup> Ce parti reste encore en processus de formation dans les registres officiels du Servicio Electoral.

<sup>35</sup> Ex Ministre de l'Intérieur de R. Lagos et actuel Secrétaire Général de l'Organisation d'États Américaines (OEA).

<sup>36</sup> Il faut ajouter que l'affaire judiciaire de la mort de son père, l'Ex Président Eduardo Frei Montalva, a été ré ouverte pour suspicion de mort par empoisonnement, ce qui le constituerait comme une victime de la dictature. Cela permet alors à Frei Ruiz-Tagle d'apparaître comme une victime directe de la dictature et un partisan combattant de la vérité. Cette stratégie est partie prenante de sa campagne présidentielle au premier tour en décembre 2009.

socialiste à la présidence. Afin d'assurer la continuité de la coalition et au vu du retrait de Lagos, Insulza et Alvear, les dirigeants des partis décident de soutenir Eduardo Frei. Cependant, le Parti Radical, le plus petit de la Concertation (environ 4% des voix), décide alors, de façon parfaitement opportuniste, de présenter, la candidature de son président José Antonio Gómez, qui est peu susceptible de l'emporter mais dont la mise en avant promet de rendre plus visible un parti presque inaudible au sein de la coalition.

Cette mise en concurrence est acceptée du bout des lèvres par les dirigeants de la Concertation. Mais s'ils montrent de fortes réticences au début, ils conçoivent également que cela constitue aussi une manière de faire apparaître la candidature de Frei comme plus démocratique et de lui donner ce faisant une plus grande légitimité. Cependant, la mise en place des primaires manque de clarté. Les dirigeants de la DC et du PS lancent plusieurs appels afin de persuader le candidat du parti Radical de retirer sa candidature, sans succès. On peut d'ailleurs s'étonner de la décision de délocaliser l'élection hors de Santiago, dans les sixièmes et septièmes régions du pays, et d'ouvrir, en outre, une période de cinq jours de vote depuis l'ensemble du territoire national. Eduardo Frei sort victorieux des primaires avec 64% des suffrages, et devient donc le candidat officiel de la Concertation.

Cependant, un autre candidat socialiste exclu de l'élection primaire proteste. Il s'agit du député Marco Enriquez-Ominami<sup>37</sup> (36 ans), qui en janvier 2009, avait déclaré sa pre-candidature à l'élection présidentielle, mais la direction du PS (C. Escalona) refuse d'accepter celle-ci. Plutôt ignoré au début, Marco Enriquez-Ominami monte progressivement en force et devient un élément déstabilisateur de la Concertation lorsque les sondages commencent à lui donner environ 14% des préférences de vote en juillet 2009. Un taux peu négligeable pour un candidat nouveau venu sur la scène. Marco Enriquez-Ominami, conscient de son potentiel médiatique (il est à la fois réalisateur au cinéma et expert reconnu en médias) et de ses soutiens dans le monde de la gauche « non communiste » et des secteurs libéraux, se déclare alors en rébellion et dispose à maintenir sa candidature présidentielle en renonçant au Parti Socialiste. En juin 2009, avec lui, un groupe important de militants quittera le parti, de même que son père adoptif, le sénateur Carlos Ominami, l'un des hommes les plus influents du PS. Ce scénario du pire était difficile à imaginer pour le Parti Socialiste du Chili. Ce dernier se confirme pourtant lorsque M. Enriquez-Ominami parvient à inscrire sa candidature en tant que candidat indépendant et obtient jusqu'à 22% d'intentions de vote dans les sondages en novembre 2009<sup>38</sup>. M. Enriquez-Ominami, concentre sa campagne sur une forte critique de la Concertation, présentée comme une coalition épuisée, ancrée au passé et contaminée par le néolibéralisme, le conservatisme et des pratiques antidémocratiques. Malgré cette critique « gauchiste », il cherche également à attirer les libéraux et les sphères plus bourgeoises de la gauche alliés potentiels de S. Piñera, en se montrant ouvert à certaines idées libérales comme la privatisation partielle de Codelco. Ainsi, sa candidature représente une critique hybride et parfois ambiguë de la droite

---

<sup>37</sup>Fils du Miguel Enríquez, une figure mythique de la gauche, fondateur du *Movimiento de Izquierda Revolucionaria* (MIR), qui constituait le parti le plus à gauche pendant les années du gouvernement de l'Unité Populaire, partisan de la lutte armée selon les thèses castristes et guevaristes. Miguel Enríquez est mort les armes à la main en combattant contre les forces de répression «DINA» des militaires putschistes en 1974.

<sup>38</sup> Personnes ayant déclaré pouvoir éventuellement voter pour M. Enriquez-Ominami. Sondage du CEP, novembre 2009.

comme de la Concertation, et qui apparaît comme une option susceptible de rallier de nouveaux électeurs ainsi que des déçus de la Concertation.

Le jour du premier tour de l'élection présidentielle, en décembre 2009, quatre candidats s'affrontent: Sébastien Piñera représentant de la coalition de centre-droit Coalition pour le Changement; Eduardo Frei Ruiz-Tagle pour la Concertation; Marco Enriquez-Ominami en tant qu'indépendant soutenu par le Parti Humaniste<sup>39</sup> et le MAS, et enfin, Jorge Arrate, en tant que représentant du Parti Communiste et d'autres petites formations du pacte *Ensemble Nous Pouvons*. Le Parti Socialiste se retrouve ainsi, sans vouloir, à l'origine de deux candidatures extérieures à la Concertation qui, théoriquement, ôtent des voix à E. Frei. En effet, le démocrate chrétien ne parvient pas à gagner les sympathisants de la Concertation dont beaucoup considèrent d'emblée l'élection comme perdue. Au soir du premier tour, J. Arrate obtient 6,21% des suffrages exprimés; M. Enriquez-Ominami, 20,13%, E. Frei, 29,6% et S. Piñera, 44,05%. L'évolution d'un deuxième tour en faveur d'E. Frei dépend alors du report des voix accordées à M. Enriquez-Ominami qui a su attirer une partie importante des électeurs de la Concertation, de secteurs non politisés ainsi que, d'une partie des votes de la droite. Bien qu'ayant obtenu un score inférieur aux prévisions, J. Arrate, réussit, grâce à un accord avec la Concertation, à obtenir trois sièges de députés pour le Parti Communiste, mettant ainsi fin à l'exclusion électorale de ce parti. Après la négociation de l'inclusion de plusieurs éléments de son programme, J. Arrate se déclare immédiatement en faveur d'E. Frei. Cependant M. Enriquez-Ominami, de son côté, choisit de garder le silence et ce jusqu'à la veille de l'élection.

Pendant l'entre deux tours, M. Bachelet est beaucoup plus présente et, pour la première fois, intervient en déclarant clairement que la continuité de son projet est liée à la reconduction de la Concertation. L'une des stratégies de M. Bachelet est alors de libérer sa ministre porte-parole, Carolina Tohá, afin de lui permettre de rejoindre l'équipe de campagne d'E. Frei et d'essayer ainsi de le faire bénéficier de l'aura de son gouvernement. Les forces de gauche se mobilisent également pour E. Frei, qui accepte, de manière un peu désespérée, une grande partie des propositions du programme de J. Arrate, comme celle d'un changement de la Constitution ainsi que de nouvelles réformes du système de santé publique, d'éducation et de retraite. Pendant la campagne du second tour, Eduardo Frei s'affiche donc comme un candidat beaucoup plus engagé et soutenu par l'ensemble de la Concertation, ainsi que par le Parti Communiste. Mais le leader de la droite, Sébastien Piñera, choisit également d'orienter son discours vers l'électorat «bacheletistes» en assurant vouloir maintenir les «bonnes politiques» de M. Bachelet et les améliorer encore.

Contrairement à ses prédécesseurs, M. Bachelet, n'a pas participé au choix de son possible successeur au pouvoir. Le charisme et la popularité de la présidente semblent alors peu institutionnalisables et transmissibles, lors de la succession, à l'un de ses partenaires de coalition. Finalement, Sebastián Piñera remporte l'élection au second tour avec 51,60% des voix contre 48,39% à Eduardo Frei, entraînant ainsi la première défaite dans une élection présidentielle de la Concertation au pouvoir depuis vingt ans et provoquant le début d'un nouveau cycle politique au Chili.

---

<sup>39</sup> Le Parti Humaniste avait décidé ne pas soutenir Arrate car il souhaitait arriver à une entente avec la Concertation afin de négocier des postes pour le Parti Communiste dans le Congrès, accord qui a fonctionné pour donner deux députés au Parti Communiste du Chili pour la première fois en démocratie.

### III- L'identité partisane en question

La crise du PS lors de la fin des gouvernements de la Concertation précédemment décrite est le reflet des contradictions vitales entre son projet socialiste de transformation sociale et sa vocation de gouvernement réformateur. Examinons maintenant quelques variables qui nous signalent de façon indicative les orientations générales des militants du parti en 2012<sup>40</sup>, dans un petit échantillon de 100 militants.

Depuis l'unification du PS en 1990 avec d'autres partis de la gauche chilienne, nous constatons aujourd'hui la « nature composite » du PS dont environ 33% des militants viennent d'autres partis. Dans notre échantillon la tendance (relative) se présente de la façon suivante : MIR, 11,9% ; PC, 4,8% ; MAPU, 9,5 ; MAPU-OC, 4,8% ; GC, 3,6% ; DC, 2,4% ; PPD 4,8%.

La tendance au factionnalisme au sein du PS est claire depuis sa naissance, et le facteur plus importante qui émerge face à la lecture socio-historique du Parti est sa nature composite, faite de différentes idéologies et le manque d'une production centralisée de la doctrine du parti. Il faut noter qu'à la différence d'autres partis de la Concertation, notamment de la DC et du PPD<sup>41</sup>, le PS structure ses tendances par des « étiquettes » qui insinuent une spécificité idéologique, notamment lors de l'Unification de 1990 : « Nueva Izquierda », « Tercerismo », « Renovación », « Identidad Socialista », « Grandes Alamedas<sup>42</sup> », etc. Mais cela ne veut pas dire que la tendance se structure nécessairement via une idéologie déterminée ou que la place du leader soit moins importante. Il est intéressant de constater que 60% de nos enquêtés déclarent avoir participé à l'une des tendances intra partisanes actuelles. Ce qui signale l'importance des tendances dans la vie militante.

*« Dans le PS, la question des tendances est vitale pour survivre, si tu veux participer aux espaces de pouvoir au sein du parti, c'est impossible d'aller tout seul comme simple socialiste, il faut s'inscrire dans une tendance (...) Si t'es courageux et si t'as une base de soutien, tu peux créer la tienne alors et rentrer dans la lutte interne (...) En tout cas, le débat idéologique à l'intérieur des courants est inexistant, sauf au départ, après, il s'agit juste d'une question d'organisation de la lutte interne »<sup>43</sup>.*

La question de l'idéologie au sein du PS est un aspect qui depuis 1933 fut tranché par la diversité, en demeurant une source de contradiction entre la révolution et la réforme. Cette dichotomie entre réforme et révolution est certes dépassée dans la plupart de la gauche chilienne. Les positions modérées pendant les années soixante sont devenues aujourd'hui presque révolutionnaires. Dans ce cadre, il est pertinent d'examiner quels sont aujourd'hui les courants idéologiques qui influencent la pensée des socialistes.

Face à la question de la définition de « la gauche et du socialisme » les socialistes chiliens se montrent assez incertains et parfois mal à l'aise, en laissant entrevoir un

---

<sup>40</sup> D'un univers de 109.000 adhérents au parti qui figurent en 2011 sur le registre du Service Électorale (SERVEL), le groupe qui participe de la politique interne au travers les élections est d'environ 20.000. L'enquête par questionnaire fut appliquée entre mars et avril 2012. Le questionnaire était hébergé sur le web et le lien fut distribué par courrier électronique par l'administration du PS.

<sup>41</sup> La DC et le PPD présentent tendances internes qui portent officiellement le nom des leaders ou des caractéristiques des leaders.

<sup>42</sup> Tendance de la fille de Salvador Allende qui évoque le dernier discours d'Allende.

<sup>43</sup> « D », 35 ans dirigeant national du PS. Entretien à Santiago, du 15 juin 2011.

manque de clarté au niveau individuel et institutionnel, que nous vérifions dans différents groupes générationnels. Face à la question, ils préfèrent ne pas donner de définitions très précises de la gauche et du socialisme mais des conceptions floues qui restent toujours soumises à reconsidération.

*C'est vrai que le socialisme aujourd'hui c'est quelque chose de très différent du passé, et heureusement c'est comme ça. Déjà depuis la chute du mur du Berlin, nous ne croyons plus en des sociétés dirigées par l'État, aujourd'hui être socialiste c'est le travail pour la diminution des inégalités sociales et le projet du socialisme est en rapport avec d'autres forces pas forcément socialistes...c'est-à-dire être socialiste aujourd'hui c'est être un démocrate dans son sens le plus large. (Haut fonctionnaire du gouvernement du PSCH, 62 ans)*

*Je me considère socialiste tout court, mais marxiste...ça me complique un peu pour les dogmes, on est socialiste étant en partie marxiste, chrétien, libéral, etc....Aujourd'hui il y a d'autres sujets tels que l'écologie qui font partie de nos définitions, de notre identité, pourtant se réduire au marxisme ça me paraît limité (...) aujourd'hui être socialiste en gros, c'est la lutte pour la justice sociale, la solidarité, l'égalité et dans cette quête, il y a peut être lieu à une alliance avec d'autres partis pour former un grand parti démocrate avec différents courants à l'intérieur, le socialisme est aujourd'hui une mélange d'idées progressistes. (Membre du comité central du PS, 46 ans)*

*On ne réfléchit pas vraiment sur ces points (la gauche et le socialisme) on le fait peut être entre amis ou en petits groupes, mais sérieusement en tant que parti très peu...Et puis, bon le socialisme devient quelque chose de moins clair qu'avant, nous parlons aujourd'hui de progressisme pour éviter de rentrer dans des conflits idéologiques du passé, peut être un jour on ne parlera plus de socialisme comme on ne parle plus de communisme, même pas les communistes. Mais la gauche pour moi ça existera toujours, c'est juste qu'il faut trouver des nouveaux chemins et pour l'instant on ne l'a pas fait au-delà de nos différences plus claires avec la droite, on est coincés pour l'instant. (Dirigeant régional du PS, 31 ans).*

Néanmoins au-delà de cette vision floue du socialisme et de la difficulté à trouver des définitions précises, notre enquête nous montre des facteurs intéressants par rapport à la persistance d'idées très à gauche au sein du PS, malgré l'image d'un parti qui a fait un virage vers le libéralisme. Notons d'emblée quelques éléments sur « l'intensité idéologique »<sup>44</sup> : 62% de nos enquêtés se considèrent plutôt « idéalistes » et 38% plutôt « pragmatiques » dans leurs idées politiques. Par ailleurs 44,6% se considèrent « radicaux » dans leurs idées politiques contre 55,4% qui se considère plutôt modérés.

Le tableau ci-dessous nous indique la composition de la matrice idéologique du PS constituée de l'ensemble des idéologies et doctrines que les militants reconnaissent parmi leurs influences. Bien que l'axe idéologique dominant composé par les cinq premières options, est assez cohérent avec les tendances idéologiques mondiales du socialisme occidental, la somme des fréquences (17%) de mention d'influences idéologiques d'extrême gauche n'est pas négligeable. Cela indique que telles idées n'ont pas disparu au PS. Ce phénomène est vérifié lorsque l'on demande aux enquêtés de se situer sur l'axe gauche/droite assimilé à l'échelle 1-10. 47% se situent à l'extrême

gauche (valeur 1) ; 25% (valeur 2) ; 22% (valeur 3) ce qui montre que les positions centristes sont minoritaires.

<b>Idéologies et doctrines du PS au 2011</b>	
Socialisme	53%
Marxisme	28%
Écologisme	21%
Social-démocratie	20%
Humanisme laïque	14%
Féminisme	12%
Gramsci	11%
Léninisme	10%
Humanisme Chrétien	8%
Troisième voie	6%
Guevarisme	4%
Libéralisme	3%
Anarchisme	2%
Communisme	1%

Par rapport au niveau d'accord avec la direction du parti, nous constatons encore un important niveau d'opposition de la part des militants face à la politique du parti, notamment concernant les matières économiques : 66% déclarent se situer à gauche du parti ; par rapport à l'idéologie ; 61% se considèrent également à gauche du parti et quant à la politique d'alliances : 59% se déclarent à gauche du PS. Plus de la moitié de nos enquêtés représentent les secteurs plus critiques au sein du parti, ce qui signale les résistances du milieu militant à la politique menée par le PS.